

La notion de société désigne un ensemble d'êtres humains entretenant des relations sociales (familiales, amicales, commerciales, professionnelles, etc.) et reconnaissant des valeurs communes, nées en partie d'une histoire partagée. Une société s'organise autour d'institutions politiques, juridiques et économiques, mais aussi autour du sentiment d'appartenir à une communauté. Jamais figées dans le temps, ces valeurs et ces institutions évoluent sans cesse, faisant d'une société une entité vivante.

Document 1 : Faire société autour d'une victoire commune.



Les Champs-Élysées après la victoire de l'équipe de France en finale de la coupe du monde de football, juillet 2018.

→ Une société partage des valeurs, des identités, des sentiments, qui se réactualisent lors de grands événements festifs ou douloureux.

Document 2 : Les valeurs fondatrices de la société française.

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

Art. 1. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

Art. 2. La langue de la République est le français. L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge. L'hymne national est « La Marseillaise ». La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ». Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Constitution de la Ve République, adoptée le 4 octobre 1958, modifiée le 23 juillet 2008 : préambule, article 1, article 2.

Document 3 : Lutter pour ses idées.



Les Champs-Élysées lors de la manifestation des « gilets jaunes », décembre 2018.

→ Une société est également constituée d'un ensemble d'acteurs sociaux, dont les projets et les idéaux politiques, économiques et sociaux ne sont pas toujours convergents.

Document 4 : Forces, fragilités, avènements possibles.

Le changement social est rarement spectaculaire. Il opère plus souvent par de légers déplacements, au quotidien, imperceptibles. Et ces microévolutions finissent par modifier notre société. [...] Prenons le cas des institutions. Certaines sont confrontées à des défis inédits : l'université, l'un des derniers piliers du système éducatif touchés par la massification, doit accueillir aujourd'hui une population qui a doublé par rapport aux années 1980 [...]. Ces évolutions n'occultent pas la persistance de tendances de fond. Malgré des secteurs porteurs, l'économie est restée plombée par la dette publique, mais aussi par des lacunes sur le plan humain (maintien du chômage, difficultés d'insertion professionnelle des jeunes actifs, [...]). L'ascension sociale reste peu fréquente [...]. Face à la précarité, le soutien de la famille, qu'il soit moral, matériel ou sous forme de services, reste plus que jamais nécessaire et aussi effectif ! Pourtant, les liens sociaux s'affaiblissent (entre collègues, entre citoyens, entre générations, entre amis). Les Français n'ont pas toujours le sentiment que leurs difficultés quotidiennes sont reconnues, tant par les médias que par les élites politiques ou même par leur employeur et par leurs proches. Bref, la société française d'aujourd'hui affiche un bilan en demi-teinte, entre réels atouts et lacunes sociales non négligeables ; entre permanence des tendances structurelles et changements plus superficiels. Elle est à la croisée de différents chemins [...] : plusieurs itinéraires sont possibles. Il revient aux responsables politiques, mais aussi à chacun de nous d'en élire ou d'en barrer. À n'en pas douter, fédérer les Français autour d'un projet collectif sera l'un des enjeux majeurs que le pays devra relever rapidement s'il entend préserver son unité.

Maud Navarre, éditorial du numéro spécial « Les métamorphoses de la société française », Les Grands Dossiers des Sciences Humaines, n° 44, automne 2016.

Les évolutions du marché du travail ont affaibli les mécanismes d'intégration par le travail. La montée d'un chômage durable depuis le début des années 1980 a eu pour conséquence l'apparition de nouvelles situations de pauvreté. Les formes atypiques d'emploi ont profondément changé le rôle du travail dans la vie de l'individu.

Problématique de ce dossier : Comment les mutations économiques fragilisent-elles les liens sociaux ?

1 Évolution du nombre de chômeurs en milliers en France depuis 1980

	Hommes	Femmes	Total
1980	510	709	1 219
1990	842	1 048	1 890
2000	996	1 140	2 136
2010	1 288	1 216	2 504
2017	1 456	1 332	2 788

Note : données en moyenne annuelle.
Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, *Enquête Emploi*, 2019.

NOTIONS

Chômage : situation d'une personne sans emploi et à la recherche d'un emploi.

Emploi : travail qui fait l'objet d'un contrat et d'une rémunération.

Flexibilité du travail : souplesse des conditions de travail dans les entreprises dans le but de s'ajuster aux commandes de l'entreprise.

Précarité : situation de fragilité sociale qui s'explique par le développement de contrats de travail instables (contrat à durée déterminée, contrat à temps partiel, intérim, etc.).

2 Les conséquences du chômage

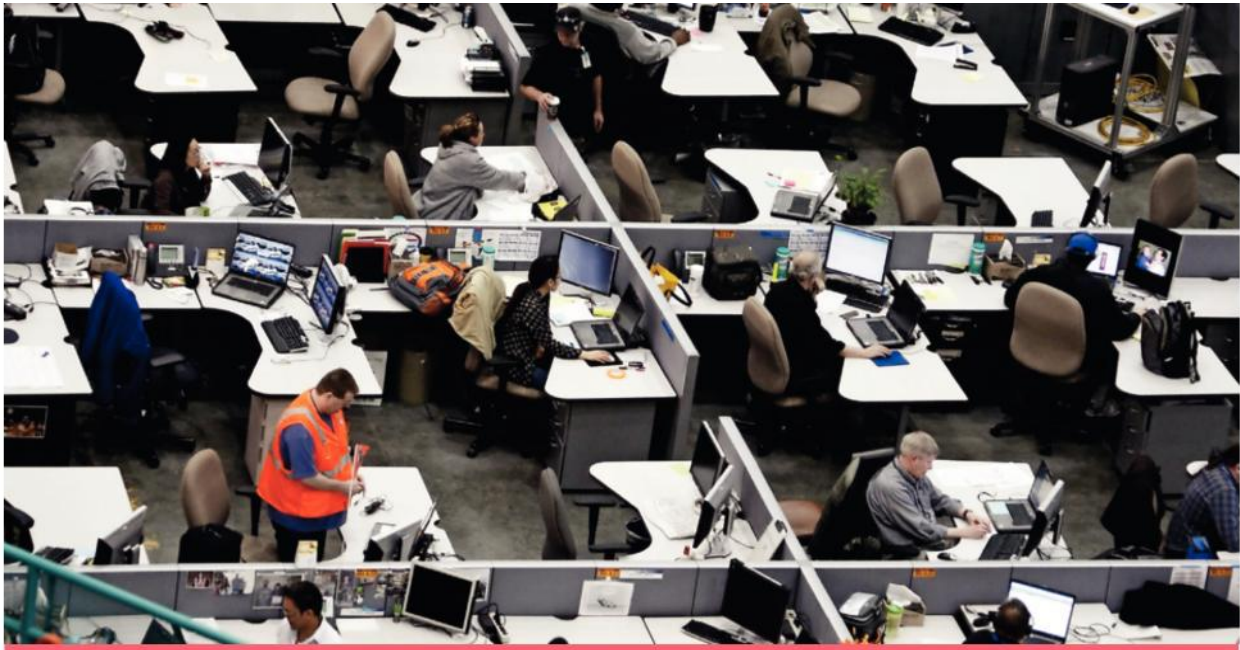
«Alors que le chômage atteint des niveaux très élevés, la connaissance des traumatismes et des troubles qu'il occasionne reste un domaine peu exploré et largement ignoré. Les personnes au chômage, pourtant victimes d'une situation qu'elles ne maîtrisent pas, ne sont pas perçues comme telles par la société. [...]

Perdre son emploi, c'est perdre son identité sociale, voire sa valeur sociale. Cette réalité est très prégnante en France où la population se distingue par un véritable investissement dans la valeur travail qui vient parfois supplanter d'autres dimensions de la vie. [...]

Perdre son emploi, c'est risquer l'isolement social, les réseaux relationnels se fragilisent avec la perte des réseaux professionnels qui sont encore nombreux à offrir des liens de solidarité, d'appartenance et d'identité de travail forts. Les liens familiaux, amicaux, de voisinage peuvent également s'altérer peu à peu. [...]

Perdre son emploi, c'est subir un choc psychologique qui n'est ni perçu ni pris en compte comme tel. Différents travaux définissent un processus qui connaît plusieurs phases et dont les conséquences s'aggravent avec la durée du chômage. La perte de son emploi est un traumatisme psychologique qui provoque un état de stress post-traumatique. Cet état peut être aggravé par les conditions même de la perte d'emploi ; par exemple, une annonce brutale, voire désinvolte (envoi de la notification de licenciement par texto, par courriel...).

Jacqueline Farache, «L'impact du chômage sur les personnes et leur entourage : mieux prévenir et accompagner », rapport du CESE (Conseil économique, social et environnemental), La Documentation française, mai 2016.



3 De nouveaux espaces de travail

Photographie d'un open-space dans une entreprise aux États-Unis.

4 Le développement des emplois précaires

« [Selon l'édition 2018 de l'Enquête emploi de l'Insee], le marché du travail a tourné la page de la crise de 2008. Mais ce constat positif en cache un autre, plus inquiétant, marqué par une précarité professionnelle grandissante. Cette précarité se mesure avant tout par la part des emplois à durée limitée dans l'emploi total : à 15,4 % environ, elle a atteint en 2017 son niveau le plus haut depuis 1982, année durant laquelle l'institut statistique a commencé à la mesurer (6,4 %). Près de 85 % des salariés restent en CDI [...], mais ce stock est grignoté mois après mois, sous l'effet d'un flux d'embauches en intérim ou en CDD de plus en plus important. [...] Dans le détail, les femmes sont plus touchées que les hommes (37 % contre 27 %) et l'âge et le niveau de qualification sont aussi très discriminants. »

Alain Ruello, « Emploi : la précarité gagne du terrain », *Les Échos*, 3 juillet 2018.

5 Un sentiment de déclassé social

« Vos parents avaient-ils un emploi plus valorisant que le vôtre ? C'est ce que pense un quart des 30-59 ans interrogés le mercredi 12 juillet 2017 par l'Insee, qui estiment que le niveau ou le statut de leur profession est "plus bas" ou "bien plus bas" que celui de leur père, malgré une progression globale de l'emploi vers des métiers plus qualifiés. [...] Malgré la progression de l'emploi qualifié, un quart des personnes se sentent socialement déclassées par rapport à leurs parents [notamment des ouvriers et des employés]. [...] Les femmes se sentent plus souvent déclassées que les hommes : 27 % de la gent féminine estiment en effet occuper une position sociale plus basse que leur père, contre 23 % des hommes. "Cet écart s'explique en grande partie par les inégalités de genre sur le marché du travail", où les femmes sont encore surreprésentées dans les emplois non qualifiés, explique l'Insee. »

« Emploi : le sentiment de déclassé touche une personne sur quatre », *Le Point*, 12 juillet 2017.

QUESTIONS :

1. Comment a évolué le chômage en France depuis 1980 ? Touche-t-il autant les hommes que les femmes ? (Doc. 1)
2. Quelles sont les principales conséquences du chômage pour l'individu et son entourage ? (Doc. 2)
3. Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de cet espace de travail ? (Doc. 3)
4. Pour quelles raisons les emplois précaires se sont-ils développés ? Quelles en sont les principales conséquences ? (Doc. 4)
5. Qu'appelle-t-on « déclassé social » ? Comment est-il perçu ? (Doc. 5)